



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITÉ DES NATIONS UNIES EN RDC SEMAINE DU 9 AU 16 AOUT 2017

Activités des composantes de la MONUSCO

Protection de l'enfant :

Du 7 au 11 août 2017, la section Protection de l'enfant de la MONUSCO a documenté 27 cas de violations graves des droits de l'enfant perpétrées dans le contexte de conflit armé qui sévit dans les régions du Kasai et de l'est de la République démocratique du Congo.

Parmi les 27 cas documentés par la section, il est à noter que 16 enfants dont sept âgés de moins de 15 ans, ont été séparés ou se sont échappés de la milice Kamuina Nsapu et des groupes armés NDC Renové, Mayi-Mayi Mazembe, Mayi Mayi/Saperita, Nyatura et FRPI. Durant la même semaine, des éléments des groupes armés FRPI et NDC Renové se sont respectivement rendus coupables d'actes de meurtres et mutilations d'enfants.

Par ailleurs, la section Protection de l'enfant a constaté l'attaque et le pillage du centre de santé de Kiseku dans le territoire de Shabunda. Dans les localités de Bunia et Butembo, la section a enregistré des cas de violences sexuelles sur trois filles perpétrées par des membres des groupes armés NDC Renové, Mayi-Mayi Mazembe et FRPI. Ces filles qui étaient utilisées comme concubines ou esclaves sexuelles, pendant plusieurs mois pour certaines et plusieurs années pour d'autres, ont réussi à s'échapper de leurs bourreaux et bénéficient de soins appropriés.

La section condamne énergiquement l'utilisation et le recrutement d'enfants ainsi que les autres formes de violations graves des droits de l'enfant. Elle demande instamment aux groupes armés de libérer sans délai les filles et les garçons de leur rang.

Rappelant que les actes de viols et violences sexuelles sont punissables au regard des textes juridiques nationaux et internationaux, la section précise qu'elle s'emploiera activement aux côtés des juridictions compétentes afin que justice soit rendue aux victimes.

La section Protection de l'enfant de la MONUSCO se dit encouragée par l'engagement du gouvernement de la RDC à lutter contre l'impunité pour les auteurs de violations graves contre les enfants. Cette semaine, le tribunal militaire de la ville de Tshikapa dans le Kasai a condamné deux membres des FARDC à une peine de sept ans de prison pour les viols commis en mai 2017 sur des filles âgées de 15 et 16 ans.

Un an après la mort, en août 2016, du chef de la milice Kamuina Nsapu, le contexte de violence continue d'être préoccupant d'autant plus qu'il met en danger la situation sécuritaire et la stabilité dans la région des Kasai. Les populations civiles en général, et les enfants en particulier, paient le plus lourd tribut.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i. : Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Le 8 août 2017, un affrontement armé a opposé la milice Kamuina Nsapu et les FARDC. Des éléments de la milice ont brûlé 11 maisons au sein du village de Kasala. Ces événements laissent fortement penser que des enfants ont été enlevés, recrutés, mutilés et/ou tués. La section Protection de l'enfant procédera à une vérification de ces assertions.

Information publique :

Le Bureau de la MONUSCO-Kalemie lance ce mercredi 16 août 2017 à Nyunzu, dans la province du Tanganyika (200 kms de Kalemie), un programme de réduction de violence communautaire pour une durée d'un an.

Quatre projets seront mis en exécution : Le premier projet concerne l'installation des Baraza et vise le renforcement des capacités communautaires dans la prévention, la résolution et la gestion des conflits locaux dans tout le territoire de Nyunzu.

Le deuxième projet porte sur la réhabilitation de la route rurale sur 25 km sur l'axe Nyunzu – Kongolo pour renforcer la cohésion sociale et la réintégration socio-économique et communautaire entre les membres d'anciennes milices ethniques.

Le troisième projet doit assurer la réhabilitation de deux écoles dans les territoires de Nyunzu et Kabalo.

Le quatrième projet vise l'équipement de radios communautaires pour accompagner les stratégies de sensibilisation en matière de DDR auprès de différentes cibles.

Il faut noter que depuis 2013, le territoire de Nyunzu connaît des conflits cycliques entre les communautés Twa et Bantous.

A Beni, la MONUSCO à travers sa section de Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réintégration et Réinstallation des groupes armés étrangers (DDRRR), a financé à hauteur de 47 466 dollars américains, la reconstruction du marché du quartier Kalinda de la ville de Beni.

La cérémonie officielle de remise de l'ouvrage s'est déroulée le vendredi 11 août.

La Section DDRRR a reconstruit ce marché dans le cadre de son programme de réduction de la violence communautaire (CVR).

Ce projet qui vise essentiellement à diminuer le niveau élevé de la violence locale a offert, durant la phase de construction de ce marché, un emploi temporaire à des ex-combattants, des jeunes et des femmes.

Le travail, au sein du projet, leur a également fourni des fonds de démarrage pour une activité de petite entreprise dans le futur.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordinatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Enfin, des stands de marché à des tarifs spéciaux, ont été proposés aux femmes anciennement associées à des groupes armés.

Toujours dans le cadre de ses activités, la Section des affaires civiles de la MONUSCO, a inauguré le 11 août 2017, à Butembo un projet à impact rapide (QIPS) à l'intention des trois coordinations de la société civile des territoires de Lubero et de Beni, ainsi que de la ville de Butembo.

Il s'agit d'un appui en équipements informatiques, électriques, solaires et bureautiques. Chaque coordination a ainsi reçu 2 ordinateurs portables, 1 imprimante Lazer incorporée (photocopieuse et scanner) ,1 projecteur, 1 carton de Tonner, modem et carte, kit complet panneaux solaires, allonges, 2 tables-bureaux, 6 chaises pour tables-bureaux, 30 chaises plastiques auxquels s'ajoutent la prise en charge de l'électricien pour installer le kit complet de 3 panneaux. Les frais de transport des équipements étaient assurés par le projet jusqu'au bureau de chaque coordination concernée.

Le traitement de données, l'archivage, la polycopie et le scannage des documents seront désormais réalisés dans des bonnes conditions. La MONUSCO n'a ménagé aucun effort pour mobiliser des fonds nécessaires dont le financement global pour les trois coordinations est estimé à 15 090 dollars américains, en raison de 5 030 dollars américains par coordination concernée.

Ce projet s'inscrit dans la résolution 2348 qui donne mandat à la MONUSCO d'appuyer aussi la société civile pour encourager son indépendance et sa neutralité dans ses activités régulières en faveur de la population locale. Pour les bénéficiaires, l'exécution de ce projet est comptée parmi les grandes réalisations de la MONUSCO pour la population des territoires de Beni, Lubero, et de la ville de Butembo.

A Goma, les activités du système des Nations Unies sur la lutte contre le VIH et le SIDA seront intensifiées lors de la journée "UN CARES" qui sera organisée ce jeudi 17 août 2017. À travers ces activités, le système des Nations Unies entend intensifier les actions de promotion de la prévention du VIH au sein de l'organisation et renforcer la sensibilisation du personnel des Nations Unies et leur famille sur la stigmatisation et la discrimination des personnes vivant avec le VIH.

Pour ce qui est de "UN CARES", c'est un programme sur le VIH et le SIDA pour le système des Nations Unies, avec l'objectif de réduire l'impact du VIH sur le lieu de travail du système onusien et aussi à porter assistance aux personnes vivant avec le VIH.

Il s'agit entre autres, de poursuivre la sensibilisation du personnel et leur famille et d'intensifier la mise en œuvre du programme complet des formations, et de vulgariser les partenariats avec les acteurs de lutte contre le VIH pour l'exécution de certains projets de sensibilisation et de prévention du VIH au niveau national.

Il sera aussi question de sensibiliser le personnel sur la prévention de l'épidémie de choléra et aussi sur la politique des Nations Unies vis-à-vis du personnel en ce qui concerne le VIH. Avec l'initiative "UN CARES", l'ONU met en place un programme commun et inclusif sur le VIH et le SIDA destiné à tout le personnel du système des Nations Unies.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Il faut en outre noter que la section VIH/SIDA de la MONUSCO sensibilise également la population locale, en collaboration avec le Programme National Multisectoriel de Lutte contre le SIDA (PNMLS), la société civile, et les ONG, afin d'assurer la protection des civils conformément au mandat actuel de la MONUSCO.

Il convient de signaler que la politique des Nations Unies vis-à-vis du personnel en ce qui concerne le VIH souligne que les Nations Unies feront en sorte que tous les membres du personnel et leur famille soient informés au sujet du VIH pour leur permettre de se protéger eux-mêmes et de protéger les autres, et de pouvoir travailler avec des collègues vivant avec le VIH sans crainte d'être infectés. Les Nations Unies veilleront à ce que le personnel ait accès à une formation et des informations de bonne qualité pour éviter l'infection.

La politique dit que les Nations Unies fourniront sur demande des services d'appui et de conseil, à tout membre de leur personnel ou leurs familles. Elle stipule également que le statut VIH de la personne est son affaire et doit toujours être considéré comme confidentiel par les Nations Unies et tous ses bureaux.

Outre cette politique qui couvre tout le système, plusieurs institutions et programmes des Nations Unies ont élaboré leurs propres politiques, mais ces dernières doivent se conformer à la politique du système au sens large.

Activités de l'Equipe-pays

FAO et PAM : Forte détérioration de la sécurité alimentaire en République démocratique du Congo

Selon un rapport publié lundi 14 août 2017 par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM), près de 7,7 millions de personnes en République démocratique du Congo sont confrontées à des souffrances extrêmes liées à la faim face à la hausse des actes de violences et des déplacements de population, soit 30 % de plus que l'année dernière.

Selon l'analyse du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), entre juin 2016 et juin 2017, le nombre de personnes confrontées à une insécurité alimentaire « d'urgence » et de « crise » (phases 4 et 3 et de l'IPC), soit les stades précédant celui de famine sur l'échelle de l'IPC et requérant une aide alimentaire et humanitaire d'urgence, a augmenté de 1,8 million, passant de 5,9 à 7,7 millions.

En d'autres termes, plus d'une personne sur dix vivant en zone rurale souffre de la faim.

Dans certaines des zones affectées par la faim, entre 50 et 80 % de la population peine à joindre les deux bouts et à trouver de quoi se nourrir. Dans plusieurs régions, certaines personnes mangent une fois par jour et leurs repas (à base de maïs, de manioc et de pommes de terre) ne permettent pas de satisfaire leurs besoins journaliers nutritionnels et caloriques. Ces trois derniers mois, les prix des produits alimentaires ont augmenté. Dans certains cas, les régimes alimentaires se limitent à des féculents et à des feuilles. D'autres se tournent vers d'autres options telles que la réduction du nombre de repas ou le fait de sauter des repas. Certains vendent leurs biens, empruntent de l'argent, envoient les membres de leurs familles mendier ou encore manger ailleurs.

La malnutrition chronique affecte 43 % des enfants âgés de moins de cinq ans, soit plus de 7 millions d'enfants en RDC.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

La FAO et le PAM appellent à intensifier de manière urgente la fourniture de nourriture vitale et une aide nutritionnelle afin de lutter contre la malnutrition. Il est nécessaire de distribuer également des semences et des outils afin que les agriculteurs puissent planter de nouveau et rebâtir leurs moyens d'existence.

Dans les régions du Kasai et de Tanganyika, touchées par les conflits, la FAO fournit des semences végétales et des outils manuels afin de relancer au plus vite la production agricole et accroître la disponibilité des aliments nutritifs dans les communautés hôtes et chez les déplacés. Les moyens d'existence de ces populations représentent leurs meilleurs moyens de faire face à la faim et aux catastrophes.

En 2017, la FAO entend venir en aide à 2,1 millions de personnes en RDC afin de lutter contre la faim, de restaurer la production alimentaire et de renforcer la résilience des moyens d'existence. Quant au PAM, il poursuit son travail en faveur des personnes les plus vulnérables. L'Organisation a déployé du personnel à Tshikapa et au Kasai central, les deux zones les plus touchées par le conflit, et procédera à des distributions alimentaires d'ici les prochains jours.

Lire le communiqué intégral : <http://www.fao.org/news/story/fr/item/1029042/icode/>

OCHA : 40 % des financements attendus pour le Kasai sont atteints

Les donateurs répondent de plus en plus à l'appel lancé afin de juguler la crise humanitaire en cours en RDC, notamment dans la région du Kasai. Ainsi, la coopération suisse et les Pays-Bas ont respectivement annoncé une aide de près de 1,3 million de dollars américains (1,2 million de francs suisses) et de trois millions d'euros.

Ces promesses de financements portent à près de 40 % le montant des financements attendus pour le Kasai. Cette aide est notamment attendue dans le Kasai central, épice de la crise, qui a enregistré 114 000 déplacés internes ces dernières semaines.

PAM : 2 800 personnes déplacées reçoivent des vivres à Tshilumba (Kasai Central)

Le Programme alimentaire mondial (PAM) et son partenaire World Vision ont lancé le 12 août une distribution de vivres en faveur de 2 800 personnes déplacées dans la ville de Tshilumba, à environ 15 km de la ville de Kananga, dans la province du Kasai Central, avec 41 tonnes de diverses commodités alimentaires.

A travers le Cluster « Sécurité alimentaire », le PAM et la FAO continuent à identifier les personnes les plus vulnérables et à travailler sur les conditions d'accès aux zones dans lesquelles elles se trouvent. C'est ainsi que d'autres distributions sont en cours de préparation.

Au total, le PAM aidera 25 000 personnes déplacées au Kasai Central et 17 000 dans la province du Kasai dans les jours à venir, sous réserve d'accès. En outre, le PAM est en train de mettre en place une opération d'urgence pour aider 250 000 personnes vulnérables dans les provinces du Kasai et du Kasai Central de septembre à décembre 2017.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i. : Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukoki@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

HCR : Des milliers de personnes fuient l'insécurité en République centrafricaine

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) est préoccupé par l'afflux continu de demandeurs d'asile centrafricains dans des zones reculées de la République démocratique du Congo (RDC) où très peu d'acteurs humanitaires sont présents.

Le dernier grand mouvement a été signalé par les autorités dans la ville de Yakoma, province du Nord Ubangui, où plus de 10 000 personnes sont arrivées depuis la semaine dernière. Elles ont fui l'insécurité à Bema en République centrafricaine, situé en face de la ville congolaise de Yakoma.

L'afflux continue aussi dans d'autres zones frontalières souvent inaccessibles de la RDC. Les nouveaux arrivants s'ajoutent aux 65 000 demandeurs d'asile arrivés en RDC depuis la mi-mai 2017 et aux 103 000 réfugiés centrafricains qui sont arrivés depuis le début de la crise en 2013.

Pour répondre à la situation humanitaire de plus en plus grave dans les zones d'arrivée, le HCR a distribué, du 5 au 8 août, des articles ménagers essentiels à Yakoma, Limasa et Satema au Nord-Ubangui.

9 754 personnes ont reçu notamment des seaux, nattes, couvertures, moustiquaires, et ustensiles de cuisine. Les nouveaux arrivants étant hébergés par des familles congolaises, le HCR compte aussi soutenir la communauté hôte qui fait face à des défis en termes d'accès à l'eau potable et aux services de santé.

A ce jour, le HCR a reçu 7 % des 55,3 millions de dollars américains demandés pour assister les réfugiés et demandeurs d'asile centrafricains en RDC.

HCR : Résultats encourageants pour la distribution d'intrants agricoles aux réfugiés sud-soudanais

En réponse à une question posée lors de la conférence de la semaine passée sur la situation des réfugiés sud-soudanais qui ont reçu des intrants agricoles, le HCR nous informe qu'il a, avec son partenaire Association pour le développement social et la sauvegarde de l'environnement (ADSSE) et la FAO, donné des houes, machettes, bêches, râtaux, arrosoirs et semences aux réfugiés sud-soudanais.

Le HCR a négocié avec les autorités locales des terrains pour l'agriculture et les a distribués aux réfugiés sur les sites de Biringi (Ituri) et Meri (Haut-Uélé), ainsi qu'à Doruma, Duru et Bitima (Haut-Uélé). Le HCR et ses partenaires sensibilisent les réfugiés agriculteurs ainsi que la population autochtone aux techniques d'entretien et de préparation des champs, sur l'importance de faire la rotation des cultures, sur la conservation des semences, et ils évaluent avec les réfugiés et la population hôte la productivité des cultures pratiquées.

Depuis janvier 2017, 1 750 ménages ont reçu des champs, 800 ménages ont reçu des kits agricoles et 1 900 ménages ont reçu des semences. D'autres réfugiés cultivent des champs avec leurs propres moyens (outils et semences). Tous n'ont pas encore atteint l'autonomie alimentaire. Les résultats intermédiaires sont encourageants.

Pour assister les réfugiés qui n'ont pas encore atteint l'autonomie alimentaire, le HCR et le PAM distribuent du cash dans les sites de Biringi et Meri, et des vivres dans le territoire de Dungu.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i. : Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Il y a 82 322 réfugiés sud-soudanais en RDC.

Célébration de la journée mondiale de l'aide humanitaire

La journée de l'aide humanitaire sera célébrée le samedi 19 août 2017. La date du 19 août a été convenue pour honorer la mémoire des 22 victimes de l'attentat à la bombe contre le Bureau des Nations Unies en Irak le 19 août 2003. Avant cette date et depuis lors, nombre d'autres agents d'aide humanitaire ont également péri. Les pertes les plus massives ont été enregistrées tout dernièrement en janvier 2010 à la suite du tremblement de terre survenu en Haïti.

La célébration de cette journée vise à contribuer à sensibiliser le public aux activités humanitaires dans le monde et à l'importance de la coopération internationale dans ce domaine et à rendre hommage à tout le personnel humanitaire, au personnel des Nations Unies et au personnel associé qui s'emploient à promouvoir la cause humanitaire ainsi qu'à celles et ceux qui ont perdu la vie dans l'accomplissement de leur mission.

Cette année, le thème de la journée est #NOTATARGET, en français #PASUNECIBLE, un thème qui traduit l'idée que même les conflits et les guerres sont régis par des règles et que – littéralement- on ne peut pas tirer sur tout ce qui bouge. Ainsi les civils- hommes, femmes, enfants-, les écoles, les champs, etc. ne doivent pas être pris pour cible.

En rapport avec cette célébration en 2017 en RDC, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, OCHA, en collaboration avec les acteurs humanitaires, envisage des actions de sensibilisation et mobilisation autour de l'action humanitaire dans le courant du mois de septembre.

Situation militaire

(Par le Lt-Colonel Serge Haag, porte-parole militaire de la MONUSCO)

La principale information concernant la situation sécuritaire concerne l'incident regrettable qui s'est produit lors de la fermeture des bases de la MONUSCO dans le territoire de **Masisi** au **Nord-Kivu**.

Alors que les derniers casques bleus quittaient la base de **Nyabiondo** (territoire de Masisi), les populations locales ont assiégé les lieux, aux fins de saccager cette base et d'emporter du matériel.

Les Forces de sécurité congolaises et les casques bleus ont dû effectuer des tirs de sommation pour disperser la foule et permettre au convoi de poursuivre sa route. La MONUSCO déplore cette attitude qui n'est pas de nature à maintenir des relations sereines et confiantes avec une communauté avec laquelle nous avons travaillé en bonne intelligence pendant de longs mois.

La MONUSCO souhaite qu'un message de respect et de préservation de ce qui a été construit ensemble soit adressé à ces auteurs de trouble.

La Force continuera de remplir son mandat de protection des civils dans les zones concernées avec la mise en place d'un dispositif sécuritaire pour pallier ces fermetures.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Par ailleurs, la Force poursuit les actions de stabilisation avec ses partenaires FARDC dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) afin d'appuyer la mise en œuvre de l'accord du 31 décembre 2016 et la marche vers les élections, telle que définie par cet accord.

C'est dans cette perspective que des mesures d'atténuation ont été mises en œuvre par la Force impliquant :

-Un mode opératoire, axé sur la mobilité et la flexibilité de la Force ;

-L'établissement de bases opérationnelles temporaires et la conduite de **patrouilles conjointes** avec les acteurs sécuritaires locaux, et **l'engagement communautaire**. C'est dans ce cadre que des détachements ont été hélicoptérés à **Kabalo** et **Buleusa** pour y assurer une présence temporaire de représentants civils et militaires de la MONUSCO.

-Des séances de sensibilisations de la population locale sur les mesures d'atténuation, conduites par le Commandant de la Force **en personne** dans les régions concernées, avant la fermeture de ces bases afin d'expliquer de vive voix l'engagement de la MONUSCO à atténuer leurs préoccupations en matière de sécurité.

Le Commandant de la Force a également rappelé que la **MONUSCO ne les abandonne pas**, mais qu'elle continuera d'avoir une présence périodique dans les régions en menant des opérations requises contre les activités des groupes armés. Ces opérations militaires se poursuivent actuellement dans les territoires de **Walikale, Masisi et Rutshuru** dans le but de protéger les populations contre l'activisme des groupes armés.

En tout état de cause, les casques bleus n'ont pas vocation à rester indéfiniment en RDC. Les forces gouvernementales de sécurité devront être en mesure de prendre le relais. Des mesures d'appui au renforcement de leurs capacités opérationnelles ont été prises à cet effet.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Fabienne Pompey, Porte-parole a.i: Pompey@unric.org ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04